

Ouzbékistan : photos Oumida Akhmedova



Journée de la femme

100e anniversaire de la journée du 8 mars

Reporters sans frontières a voulu célébrer à sa manière la Journée internationale de la femme en traçant le portrait de six femmes, six destins ou six histoires simples, emblématiques des combats encore à mener pour la liberté de la presse. La photographe Oumida Akhmedova dont quelques exemples de l'oeuvre sont présentés en couverture du dossier, inquiétée par les autorités ouzbèkes parce que son travail contredit l'image que le régime veut véhiculer du pays. Ou encore Tawakol Karman, journaliste incroyablement énergique, qui lutte au Yémen pour les droits fondamentaux. Les femmes font bouger les curseurs. Portraits choisis...

Anna Zarkova

Contre le crime organisé

Le 11 mai 1998, Anna Zarkova, journaliste du quotidien à grand tirage *Trud*, dont elle dirige le service Faits divers, est agressée par un inconnu qui lui jette de l'acide sulfurique au visage alors qu'elle attend le bus devant l'emmener à la rédaction. Devant des passants médusés, l'assaillant parvient à s'enfuir en voiture. La journaliste est immédiatement admise à l'hôpital et placée sous protection policière. Elle souffre de graves brûlures au visage, au bras gauche et risque de perdre son œil gauche. De son lit d'hôpital, Anna Zarkova lance un vibrant appel à la radio, invitant ses confrères journalistes à ne pas céder aux manœuvres d'intimidations et à poursuivre leurs enquêtes sur le crime organisé. « Si aujourd'hui vous n'êtes pas attaqués à l'acide en tant que journalistes, demain vous serez assassinés en tant que citoyens », déclare-t-elle.

Célèbre pour ses enquêtes sur la police, la corruption et le crime organisé (notamment les trafics d'êtres humains), Anna Zarkova recevait des menaces de mort depuis 1996 et la parution d'un article exposant la corruption d'un procureur. Des menaces qui n'ont jamais entamé sa conviction que le journalisme peut contribuer à l'évolution de la société, ni sa volonté d'être actrice de ce changement. Elle doit subir plusieurs douloureuses opérations, qui ne réussiront pas à sauver son œil gauche. L'enquête policière ne conduira jamais à rien de probant.

Son appétit pour le journalisme d'investigation ne l'a jamais quittée, même si elle a parfois peur pour ses deux filles. « Je ne donnerai pas à la mafia, qui m'a déjà pris un œil, la satisfaction de me voir quitter le journalisme », a-t-elle déclaré. Récompensée à plusieurs reprises pour son courage et sa ténacité, Anna Zarkova poursuit depuis ses activités journalistiques et dirige toujours la rubrique Faits divers de *Trud*. Elle garde à cœur les questions de droits des femmes et de prostitution forcée. Elle s'intéresse aussi de très près aux atermoiements de la justice dans les affaires de trafic en tous genres qui agitent régulièrement la société bulgare.

En 2003, elle enquête sur un magistrat de Burgas (Est) qui aurait accepté un pot-de-vin de la part d'un trafiquant, à l'encontre duquel il avait rendu une décision étonnamment favorable dans une affaire de contre-



bande à grande échelle, puisque la quantité de cigarettes de marque Marlboro concernée était estimée à 500 000 dollars. Le 18 février dernier, la journaliste a interviewé le ministre de l'Intérieur bulgare Tzvetan Tzvetanov, sur l'une des plus importantes opérations de lutte contre le crime organisé jamais lancée en Bulgarie, l'opération « Octopode ». Elle est enfin l'auteur d'un ouvrage consacré aux assassinats de personnalités politiques et de la pègre en Bulgarie.

Depuis son agression, deux autres femmes ont été victimes d'attaques à l'acide, dont la directrice adjointe de la direction des travaux publics, Svetlana Gebreva. En 2007, une autre femme journaliste, Maria Nikolaeva a été menacée de subir le même traitement. Reporter pour l'hebdomadaire *Politika*, elle enquêtait sur un projet immobilier menaçant le parc naturel de Strandja, plus grand espace protégé du pays. Assen Yordanov, qui enquête sur le même sujet, a, lui, été victime d'une tentative d'assassinat en décembre 2007. Toutefois, les deux journalistes n'ont pas renoncé à publier la suite de leur enquête qui est parue comme prévu.

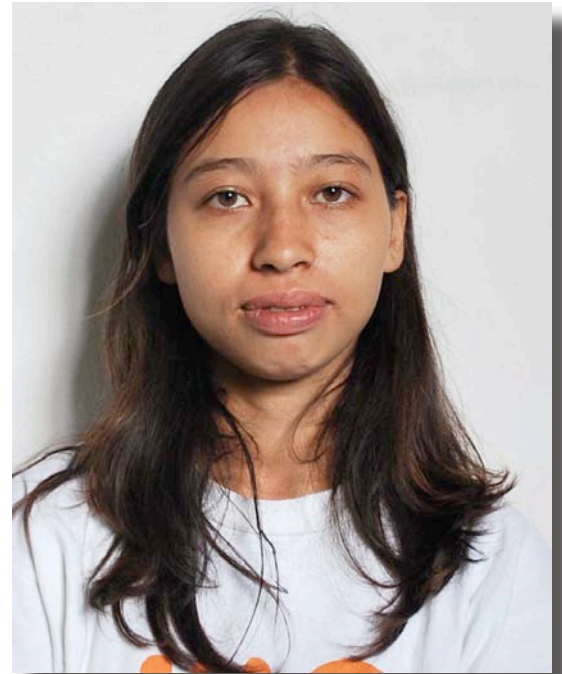
Hla Hla Win

Contre la junte birmane

En Birmanie, où la résistance à la junte militaire est incarnée par une femme, Aung San Suu Kyi, de nombreuses journalistes, toutes générations confondues, se sont engagées dans la défense de la démocratie. On pense à Ludu Daw Amar, la « mère du peuple et des journalistes », qui n'a jamais cessé de critiquer le régime jusqu'à sa mort en 2008 à l'âge de 92 ans. On se souvient également de Daw San San Nweh, emprisonnée pendant sept ans, jusqu'en 2001, pour ses écrits en faveur de la démocratie. Aujourd'hui, une nouvelle génération de militantes s'est révélée lors des manifestations de moines de septembre 2007. Comme leurs aînées, elles paient cher leur engagement contre la junte militaire au pouvoir depuis 1962.

Ainsi, Hla Hla Win a été très lourdement punie pour être une vidéo journaliste clandestine de la radiotélévision *Democratic Voice of Burma*, bête noire des généraux birmans. Le 31 décembre 2009, une cour de Pakokku, près du célèbre site touristique de Bagan, dans le centre du pays, l'a condamné à vingt ans de prison pour violation de l'Electronic Act. Quelques semaines auparavant, elle avait écopé d'une peine de cinq ans de prison en vertu de l'article 51 de la loi sur l'Importation et Exportation car elle utilisait une moto non enregistrée. Quand il s'agit de punir des militantes, la justice des militaires peut-être tatillonne... L'un de ses amis qui l'accompagnait, Myint Naing, a quant à lui écopé de vingt-cinq ans de prison. Les avocats basés à Pakokku ne souhaitaient pas défendre les deux accusés dans cette affaire trop « politique ».

Qu'a donc fait cette jeune femme pour mériter un tel châtement ? En septembre 2009, la caméra rangée au fond de son sac, Hla Hla Win est sortie du monastère où elle venait d'interviewer des moines mécontents de la politique de la junte. Mais des policiers, alertés par la présence d'une jeune femme de Rangoon dans cette petite ville du centre de la Birmanie, l'attendaient. Lors d'interminables interrogatoires, ses geôliers ont cherché à savoir pour qui et pourquoi Hla Hla Win interviewait ces moines indociles. Un juge l'a envoyé en prison pour vingt-cinq ans, exactement son âge au moment de son arrestation. Née en 1984, professeur d'économie, elle utilisait cette couverture d'enseignante pour mener à bien ses activités clandestines de vidéastes. Une dizaine d'autres reporters



sont incarcérés pour avoir collecté des images de la Révolution de Safran, en septembre 2007, images qui ont fait vibrer l'opinion publique internationale.

Pour protester contre sa détention, Hla Hla Win a mené une grève de la faim pendant plusieurs jours. Elle a dû être hospitalisée en raison d'une dégradation rapide de son état de santé. Aujourd'hui, elle croupit dans une cellule insalubre de la prison de Kathar, à plus de mille kilomètres au nord de Rangoon. Bien pire, sa famille, opposée à son engagement politique, ne la soutient ni moralement ni matériellement depuis son incarcération. Elle a même fait publier une annonce pour désavouer Hla Hla Win dans un journal gouvernemental. « Quand vos proches soutiennent votre engagement, vous avez déjà gagné la moitié de votre combat. Mais quand ils ne vous épaulent pas, vous devez tout faire dans la honte », a expliqué une amie de Hla Hla Win.

De confession musulmane, Hla Hla Win a, malgré son jeune âge, un passé d'engagement en faveur des enfants déshérités puis des malades du SIDA. C'est au cours de la Révolution de Safran en 2007 qu'elle a pris conscience de la nécessité de l'engagement politique. « Même si elle croit au dialogue entre le parti d'Aung San Suu Kyi et les forces armées, elle voulait faire plus pour faire bouger les choses », explique l'une de ses amies.



María Esther Aguilar Cansimbe

Victime des narcotrafiquants

Dans la matinée du 11 novembre 2009, María Esther Aguilar Cansimbe quitte son domicile de Zamora, dans l'État du Michoacán. Elle promet à ses deux petites filles, âgées de 7 et 9 ans, de revenir rapidement. Elle n'a plus jamais donné signe de vie. María Esther Aguilar Cansimbe, 32 ans, était employée depuis quatre ans au sein du quotidien Diario de Zamora. Elle occupait le poste à très haut risque de chargée des faits divers dans l'une des zones les plus dangereuses du continent pour la profession. Région d'origine du président mexicain Felipe Calderón, l'État du Michoacán est le bastion du redoutable cartel de la drogue, "La Famille", et l'un des épicycles de la vaste offensive des autorités fédérales contre le narcotrafic, lancée en décembre 2006. Les abus des autorités, ajoutées aux cruelles représailles des trafiquants, exposent les journalistes et leur média à une menace permanente.

Refusant de céder à l'autocensure, María Esther Aguilar Cansimbe avait osé s'emparer de ce type

d'informations, peu avant de disparaître. L'un de ses derniers articles dénonçait les méthodes brutales du directeur de la police et de la circulation de Zamora, lequel avait dû se démettre de ses fonctions. La journaliste avait également relaté, en août et en octobre précédents, les arrestations de deux chefs de "La Famille du Michoacán", "El 19 y □" et "El Bofo".

María Esther Aguilar Cansimbe est la première femme journaliste à inscrire son nom à la longue liste des collègues assassinés et disparus depuis 2000 au Mexique, où les cartels ont engagé une véritable guerre ouverte pour le contrôle du transit de la drogue vers les Etats-Unis. Depuis cette date, 61 journalistes ont, à ce jour, payé de leur vie l'audace d'informer malgré la violence environnante. Avec María Esther, ils sont neuf dont plus personne n'a obtenu de nouvelles. Aucune de ces affaires n'a donné lieu à une enquête sérieuse et concluante. Jamais justice n'a été rendue. Le Mexique est aujourd'hui le pays du continent où la sécurité des journalistes est la plus compromise.

Tawakol Karman

Pour les droits fondamentaux

Tawakol Karman est une jeune femme pleine de caractère, dans un pays où la place pour des femmes est loin d'être celle des hommes.

Née à Taz en 1979, elle est la cinquième d'une fratrie de dix (sept filles et trois garçons). Son père, figure politique emblématique, est un des fondateurs des Frères musulmans dans le pays. Il leur a inculqué la culture du dialogue et le respect de la liberté d'expression.

Influencée par les principes qui ont marqué son enfance, dynamique, mariée et mère de trois enfants, Tawakol Karman a étudié la gestion à l'université. Elle fait aujourd'hui partie de ces femmes qui ont osé prendre la parole en public et ôter le niqab, le voile intégral en vigueur au Yémen.

Elle a commencé sa carrière en 1999 comme journaliste spécialiste des questions politiques pour des journaux locaux. Après s'être vu retirer son autorisation par les autorités pour son association Femmes Journalistes sans frontières, Tawakol fonde une autre organisation, Femmes journalistes sans chaînes (WJWC), en décembre 2005. « Le gouvernement a anéanti six mois d'effort, mais ça n'a fait que me rendre plus déterminée », déclare-t-elle. Depuis, elle consacre tous ses efforts à la défense de la liberté d'expression et de la liberté de la presse via cette organisation, qui compte aujourd'hui une centaine de membres, toutes femmes journalistes, et près de cinq mille sympathisants.

Tous les mardis depuis 2007, cette ONG organise un sit-in, place de la Liberté, à Sanaa. Plusieurs centaines de citoyens, journalistes et intellectuels se rassemblent pour défendre les droits fondamentaux, en évoquant tous les sujets qui leur sont chers. « Sans relâche, malgré les violences policières, nous luttons pour obtenir des informations sur le journaliste kidnappé Muhammad Al-Maqalih et soutenir sa famille.



Nous avons également demandé la réouverture du journal indépendant *Al-Ayyam* et la libération des journalistes Fouad Rachid, directeur du site *Al-Mukalla Press*, et Salah Al-Saqladi, directeur du site d'informations *Adengulf-website*. » Le 6 octobre dernier, la police a violemment mis fin à leur manifestation pacifique sous le motif qu'ils n'avaient pas d'autorisation délivrée par le ministère de l'Intérieur. Mais les sit-in ont repris de plus belle, avec plus de force encore.

Connue pour son franc-parler et ses nombreuses prises de positions critiques à l'encontre du gouvernement de Ali Abdallah Saleh, notamment sur des thèmes relatifs à la corruption et les droits de l'homme, Tawakol a reçu des menaces de mort à plusieurs reprises. Elle a été physiquement agressée en octobre 2009. « Mon mari respecte profondément mon combat, même s'il a souvent peur. Moi aussi j'ai peur pour moi et ma famille. Mais mon destin était de mener ce combat. »

De par sa personnalité et ses actions sur la scène publique, Tawakol Karman est devenue, sans le vouloir, un exemple fort pour les femmes de son pays. « Je rêve d'un monde sans corruption, sans violations des droits de l'homme et où les journalistes pourraient exercer leur métier librement. Je fais ce que je peux pour que la situation change au moins au Yémen. »



Zakia Dhifaoui

Contre le régime policier de Ben Ali

Quarante-quatre ans, cheveux poivre et sel ramenés en queue de cheval sur la nuque. Le regard vif, toujours en alerte. Elle parle bas. Une cigarette toujours allumée, avec à la main une tasse de café. Des cernes sous les yeux, les ongles rongés, autant de marques de la tension quotidienne qu'elle vit depuis 2007. Elle est pourtant déterminée à se battre jusqu'au bout.

Originaire de Kairouan, Zakia Dhifaoui a commencé sa carrière comme professeur d'histoire-géographie dans un lycée de la ville. Métier qu'elle a exercé pendant près de 14 ans. Militante au Forum Démocratique pour le Travail et les Libertés, elle a participé à la fondation de l'hebdomadaire *Mouwatinoun* (Citoyens) en janvier 2007. Elle est également membre de l'Association de lutte contre la torture en Tunisie et de la section de Kairouan de la Ligue tunisienne des droits de l'homme.

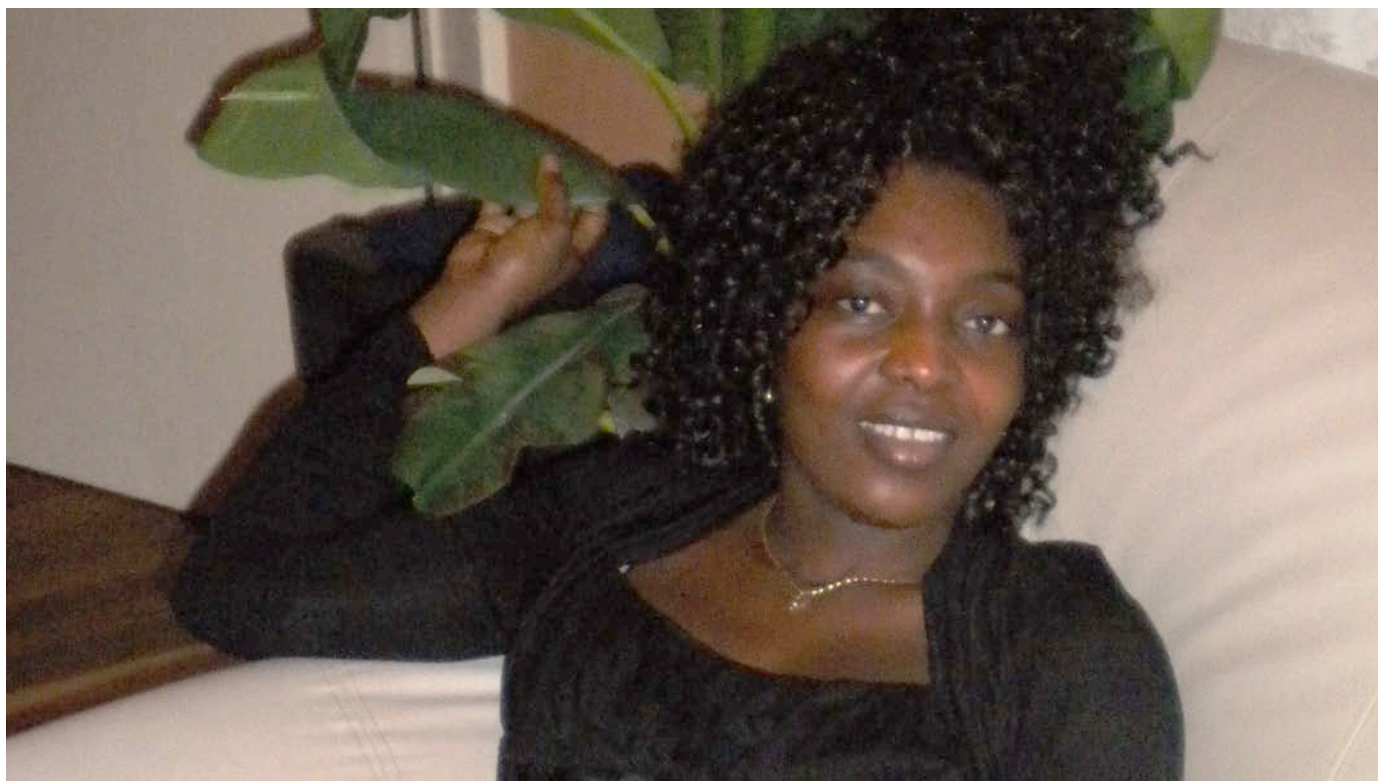
En juillet 2008, elle décide de partir interviewer les familles des grévistes du « mouvement de Redeyef », incarcérés depuis le 7 avril pour avoir protesté contre la politique de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa, principal employeur de la région. A son arrivée à Redeyef le 27 juillet, elle assiste à une manifestation silencieuse de solidarité aux grévistes, manifestation qui dénonce la vague de répression dont ont été victimes les habitants du bassin minier, et demander la libération des détenus.

Arrêtée avec six autres manifestants, Zakia est condamnée le 14 août 2008 par le tribunal de première instance de Gafsa à huit mois de prison ferme, pour « insubordination, troubles de l'ordre public, entraves à un fonctionnaire dans l'exercice de ses

fonctions, détérioration des biens d'autrui et atteinte aux bonnes mœurs ». Elle passera deux cent jours en détention, avant de bénéficier d'une mesure de grâce accordée à l'occasion du « 21e anniversaire du Changement ». Pendant ce temps, elle est radiée de la fonction publique sur décision du ministre de l'Enseignement.

Depuis sa sortie de prison, elle se bat pour dénoncer ce jugement politique et réintégrer son poste. Elle se trouve alors confrontées à un casse-tête juridico-administratif dont les autorités tunisiennes ont le secret. Elle est suivie en permanence par des agents des services des renseignements en civil. Agressée, elle l'a été régulièrement. Déposer une plainte ? A quoi bon, répond-elle désabusée. Elle a également été contrainte de déménager plusieurs fois, suite aux pressions que les autorités exercent sur ses propriétaires. Elle a essayé de travailler dans différents secteurs, mais rares sont les employeurs qui l'ont gardée plus de quelques jours. Pressions, toujours des pressions. Récemment, elle a été interdite de se rendre, le 23 février 2010, au procès en appel du journaliste Fahem Boukadous à Gafsa. Le 8 mars, elle entamera une grève de la faim symbolique pour dénoncer l'absurdité de sa situation. Toujours militante, elle continue à travailler pour *Mouwatinoun*. Elle écrit également des nouvelles.

Aujourd'hui ? Elle souhaite réintégrer son poste d'enseignante et pouvoir marcher librement dans les rues de Tunis sans être suivie par des policiers en civil, sans que ses communications soient écoutées et ses mails filtrés. Simple vous me direz... pas tant que ça sous le soleil de la Tunisie.



Sierra Leone

Isha Jallow

Contre les groupes traditionnalistes

En février 2009, cette jeune journaliste sierra leonaise et trois de ses consœurs ont été inquiétées dans leur pays pour un reportage sur l'excision. Séquestrée, humiliée en public, puis menacée, elle a été contrainte de fuir et de trouver refuge à l'étranger. La journaliste est désormais en procédure de demande d'asile en France.

Pouvez-vous nous parler de votre travail de journaliste en Sierra Leone ?

A la *Eastern Radio Station FM 101.9* à Kenema (Est du pays), mon travail consistait à collecter de l'information et à la diffuser telle quelle, factuelle, fidèle à la réalité, sans parti pris. En janvier et février 2009, j'animais des émissions interactives d'information, je diffusais des pièces de théâtre à l'antenne, je lisais la rubrique nécrologique, et je m'occupais de la publicité. Ce travail me plaisait beaucoup jusqu'à ce que je me trouve dans cette situation horrible à cause du programme sur la mutilation génitale féminine. Mes prestations à la radio étaient pour la plupart appréciées, spécialement lors des émissions interactives que j'animais.

Que vous est-il arrivé, ainsi qu'à plusieurs de vos consœurs, à Kenema, en 2009 ?

J'étais chargée d'un reportage sur les pratiques traditionnelles à l'occasion de la journée internationale contre les mutilations génitales féminines. Plusieurs femmes membres du « Bondo », un groupe secret traditionnaliste en faveur de l'excision, nous ont menacées de mort. Le lendemain matin, j'étais à l'antenne avec trois collègues ; plusieurs d'entre elles se sont tout à coup ruées dans le studio et nous ont accusées d'alimenter une campagne contre elles. Elles nous ont insultées ; la situation s'est envenimée. Elles nous ont alors emmenées de force dans une forêt à une vingtaine de kilomètres de la radio. Nous avons été battues ; elles nous ont obligées à nous déshabiller et à marcher, totalement nues, depuis la forêt pour rejoindre Kenema. C'était une terrible et insoutenable humiliation.

Avez-vous été surprise par une telle réaction du groupe Bondo ?

Bien sûr. J'ai été non seulement surprise mais surtout choquée par leur réaction. Mon métier repose sur la liberté de parole, et je ne faisais aucunement campagne contre leurs croyances ou leurs tradi-

tions. Je sais ce que cela signifie d'être excisée et je déteste l'idée des mutilations génitales féminines, mais je faisais simplement un reportage. J'expliquais, en tant que journaliste, les dangers d'une telle pratique. Je ne dénigrais pas la tradition. Si elles se sont senties attaquées par mon reportage, les membres du groupe Bondo pouvaient se défendre autrement qu'en faisant la loi elles-mêmes, en nous humiliant et en voulant notre mort à tout prix.

Après cet incident, pouviez-vous travailler librement ?

J'étais constamment menacée. Je recevais des menaces de mort anonymes par téléphone. On me disait de ne pas quitter mon domicile ou sinon je serais sauvagement assassinée. Après deux jours, j'ai réussi à sortir, pendant la nuit, pour rejoindre un autre village. Des proches m'informaient que les membres du groupe Bondo étaient toujours à mes trousses à Kenema.

Qu'est-ce que vous avez fait alors ?

Je suis allée voir la police pour l'avertir des menaces de mort que je recevais. J'ai cru qu'elle pourrait me protéger mais à mon grand désarroi, les policiers m'ont renvoyée vers les chefs traditionnels. J'ai également tenté de joindre le responsable de ma radio, mais je n'y suis pas parvenue. Me déplacer d'un endroit à un autre devenait trop dangereux. J'espérais que cela se tasse avec le temps, mais cela n'a pas été le cas.

Quand avez-vous quitté la Sierra Leone et comment ?

J'ai quitté mon pays le 6 juillet 2009 grâce à l'aide

d'un citoyen français, Monsieur Frédéric, qui travaillait pour une ONG dans un village où je me suis réfugiée. La nuit du 3 juillet, j'ai vu deux personnes entièrement vêtues de noir, de manière à ce qu'on ne puisse pas les reconnaître, tenter de pénétrer dans la maison. J'étais sûre qu'ils étaient là pour me tuer. Je me suis enfuie par l'arrière, jusqu'à la maison de Monsieur Frédéric, la seule à avoir de l'électricité à ce moment-là. Je n'avais jamais rencontré cet homme, je lui ai expliqué ma situation, et il a accepté de me laisser dormir chez lui. Je suis d'abord allée avec lui à Conakry et lorsqu'il m'a dit qu'il allait voyager vers la France, je l'ai imploré de m'emmener avec lui.

Quelles sont vos perspectives ?

En Afrique et en Sierra Leone, nous nous battons pour le progrès, mais à cause de croyances traditionnelles profondément ancrées dans les esprits, certaines pratiques sauvages sont perçues comme des coutumes devant être préservées. Si vous remettez cela en cause, vous êtes considéré comme déviant et vous êtes par conséquent exclu. Bien qu'il existe des preuves que cette pratique est dangereuse pour la santé des femmes, nombreux sont ceux qui croient qu'il faut la maintenir et la préserver à tout prix.

A mon sens, je n'ai fait qu'éduquer, informer et aider le public à se forger une opinion. Cela m'a donné l'envie de continuer à défendre ces enfants innocentes qui sont contraintes de rejoindre les groupes traditionnels tels que le groupe Bondo. Je dois maintenant parler de ce sujet hors d'Afrique. **FIN**